



# LA TRANSITION JUSTE ET DURABLE À BRUXELLES, CIRCULAIRE ET ÉQUITABLE ?

 KOBE MARTENS

## / INTRODUCTION

Personne ne doit être laissé au bord du chemin dans l'indispensable transition vers une économie décarbonée. Dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat<sup>1</sup>, les organisations syndicales l'ont encore rappelé avec force. Car une révolution s'annonce dans les processus de production industrielle et les modes de consommation, avec de nombreuses opportunités d'emploi, mais aussi des défis et des risques pour les travailleurs. Les syndicats ont un rôle primordial à jouer dans cette révolution afin de garantir le caractère équitable de cette transition.

### Oui, le changement climatique est bien une thématique syndicale !

Les dégâts causés par le changement climatique affectent déjà profondément l'économie et la société. Ils se traduisent par une baisse de l'emploi et de la production, par une détérioration des conditions de travail due à la pollution et au stress thermique et par des risques pour la sécurité alimentaire de la population. En outre, le changement climatique affecte plus sévèrement les groupes les plus vulnérables de la société et accroît les inégalités sur le plan économique et social. Afin de préserver l'emploi et le pouvoir d'achat des travailleurs et de garantir un projet sociétal progressiste, les syndicats se doivent de s'intéresser à la politique climatique.<sup>2</sup>

Mais attention, des politiques climatiques qui ne s'accompagnent pas de mesures sociales fortes peuvent aussi avoir des effets négatifs sur la redistribution de la richesse au sein de notre société. Les politiques climatiques doivent dès lors placer la question de l'égalité au centre de leurs préoccupations. Car aucun compromis n'est possible entre climat et justice sociale, la politique climatique doit impérativement être conçue de manière à minimiser les inégalités sociales.<sup>3</sup>

Une transition est donc nécessaire, mais elle doit être équitable.

Le *Just Transition Research Collaborative* a proposé une classification des différentes formes de politique climatique, en les positionnant selon leur vision économique et politique et selon le degré d'inclusion du groupe-cible concerné.<sup>4</sup>

Cette classification nous permet de comparer différentes formes de transition. En gros, le capitalisme vert se trouve dans la section inférieure gauche du graphique ; il représente un *statu quo* du modèle économique, impliquant simplement les travailleurs dans une transition vers un modèle écologiquement et économiquement rentable. À l'inverse, une transformation globale du système économique et social vers une gestion durable et collective de la production, non basée sur la croissance et la propriété privée, se positionne dans la section supérieure droite.

1. INTERNATIONAL TRADE UNION CONFEDERATION (mars 2015), "Climate Frontline Briefings – No Jobs on a Dead Planet".  
2. Y. BOLLEN, B. DE WEL & V. VERSCHOORE (2019), "De klimaatontwrichting als vakbondsthema: een rechtvaardige transitie voor werknemers". In S. DIERCKX (red.), *Klimaat en sociale rechtvaardigheid* (pp. 111-134). Oud-Turnhout: Gompel&Svacina.  
3. G. ZACHMANN, G. FREDRIKSSON & G. CLAEYS (2018), "The distributional effects of climate policies". Bruxelles : Bruegel.  
4. E. MORENA et al. (2018), "Mapping Just Transition(s) to a Low-Carbon World". Genève : UNRISD.



Figure 1. Mapping Approaches to Just Transition

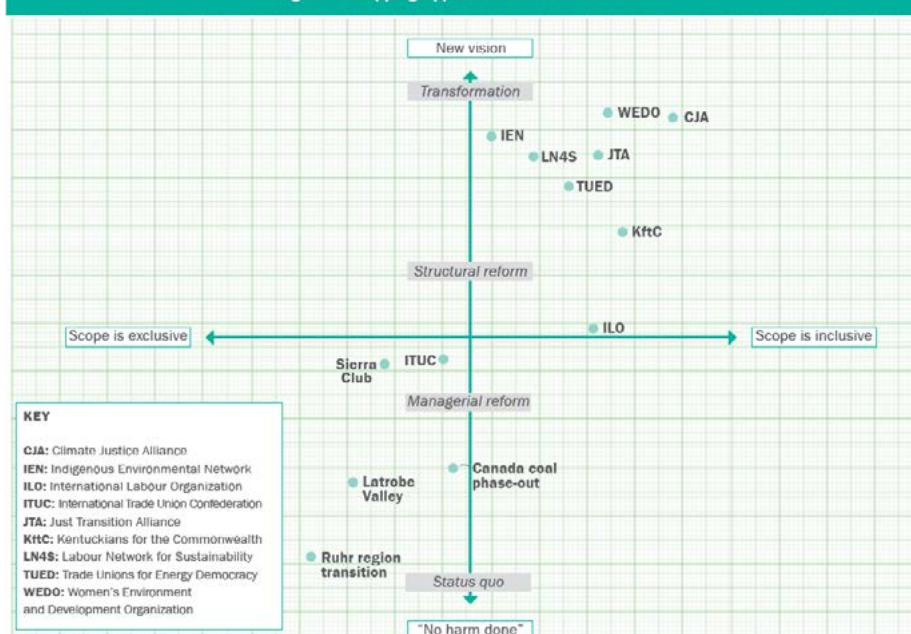


Figure 1 : Mapping Approaches to Just Transition (figure tirée de E. MORENA et al., JUST TRANSITION RESEARCH COLLABORATIVE).

À Bruxelles, les politiques visant la transition économique s’opère principalement dans le cadre d’une transition vers l’économie circulaire. Cette forme d’économie se concentre sur la réduction du flux de matières que produit inévitablement le fonctionnement urbain. Une métropole comme Bruxelles doit apporter des réponses durables aux défis que sont la gestion des déchets urbains, une production alimentaire saine, la rénovation des bâtiments vétustes, la conciliation de la production avec les besoins locaux...

Dans la présente fiche, nous tenterons de comprendre ce que représente cette économie circulaire pour Bruxelles. Nous nous pencherons sur ce que cette transition implique pour les travailleurs bruxellois et les syndicats bruxellois. Et nous verrons enfin comment nous pourrions classifier cette transition économique bruxelloise selon les critères du *Just Transition Research Collaborative*.

## UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE BRUXELLOISE

Avec une population de 1,2 million d’habitants, Bruxelles est une métropole économique qui produit et consomme énormément de ressources. En 2015, Bruxelles a importé 9 millions de tonnes de produits et en a exporté pour 7 millions de tonnes.<sup>5</sup> Un Bruxellois génère chaque année 350 kg de déchets, dont 34 % sont recyclés. Ce flux de déchets doit être géré dans l’intérêt de l’environnement et du climat. D’une part, la montagne de déchets doit être réduite et traitée et, d’autre part, les déchets doivent être valorisés.

5. ECORES, ICEDD, BATir (2015), « Métabolisme de la Région de Bruxelles-Capitale ».

## / MOINS DE DÉCHETS, MOINS DE POLLUTION

Pour limiter au maximum les nuisances sur l'environnement et le climat, le modèle de l'économie circulaire entend miser sur une utilisation efficace des ressources. Chaque kg de déchets correspond en moyenne à 60 kg de matières extraites. Le partage, la réutilisation, la réparation et le recyclage des matériaux permettent de réduire les quantités de matières premières à extraire, à transformer et à transporter.

Prolonger l'utilisation des matériaux permet donc de réduire la pollution et l'impact climatique. Une moindre pollution (de l'air) a à son tour un effet positif sur la santé des Bruxellois. Avec 400 000 décès prématurés, la pollution de l'air constitue, selon l'Agence européenne de l'environnement, le principal risque sanitaire environnemental pour les Européens.

## / VALORISER LES DÉCHETS

Si les « meilleurs déchets » sont évidemment ceux qui ne sont tout simplement pas produits, il importe pour Bruxelles de travailler à la valorisation de ceux qui sont inévitablement produits.

La région bruxelloise regorge de matières premières, qui ne se trouvent pas dans son sol, mais dans toutes sortes d'appareils, objets et surplus générés par l'activité humaine.

Pour valoriser les matières premières présentes dans les déchets, Bruxelles a lancé plusieurs projets. Le secteur de la construction en est un bon exemple, dont on peut tirer quantité d'enseignements. La réaffectation des matériaux de construction après démolition sur un autre chantier bruxellois et l'éco-conception des nouveaux bâtiments sont des initiatives qui réduisent considérablement l'impact environnemental du secteur de la construction. Elles sont synonymes de plus-value pour l'économie bruxelloise et permettent la création d'emplois.

## / CONSOMMER AUTREMENT

Pour une majorité de consommateurs, le rapport qualité-prix reste le principal critère d'achat. Ce critère ne doit pas pour autant éloigner les consommateurs d'une consommation durable et éthique. Partager, acheter en seconde main, réparer sont des solutions qui permettent de réduire le gaspillage des matières premières et qui, à terme, peuvent également réduire les coûts.<sup>6</sup> Pourtant, cette forme de consommation reste souvent

méconnue et mal aimée par une grande partie des commerçants bruxellois et de la population. Consommer de façon circulaire demande encore des connaissances, du temps, de l'énergie et, à juste titre, de nombreux Bruxellois confrontés à une situation économique précaire ne pourront pas toujours trouver ce temps et cette énergie.

6. H. BELIN & C. HANANEL (2020). « Économie circulaire en Région de Bruxelles-Capitale ». Belgique : The Word Company.

## / ÉCONOMIE CIRCULAIRE & TRAVAILLEUR BRUXELLOIS

La transformation de l'économie bruxelloise d'un modèle de production linéaire en un modèle circulaire apporte également son lot de changements pour le travailleur bruxellois. Tout le processus qui s'opère dans une entreprise, de la prise de décision à la production, doit être repensé. La sensibilisation ne suffit pas à elle seule, car le concept doit être mis en pratique dans les moindres détails. Et cela ne pourra pas se faire sans consacrer d'importants moyens aux politiques de formation des travailleurs.

Tous les secteurs qui évolueront vers un modèle circulaire devront développer de nouvelles compétences parmi leurs travailleurs. Le secteur de la construction, un secteur central pour l'économie circulaire, en est à nouveau un bon exemple. Il devra former ses travailleurs à la préservation de la valeur des matériaux de construction via l'Éco-conception, la réutilisation des matériaux, la conception à partir de matériaux récupérés, etc. Un projet de construction circulaire exige que tous les interve-



nants, de l'architecte à l'ouvrier, collaborent en permanence et améliorent sans cesse leurs compétences. Le besoin de personnel qualifié va augmenter partout et des formations devront répondre à ce besoin.

Le plus grand défi pour le travailleur bruxellois réside donc dans sa qualification et sa formation. De nouvelles professions font leur apparition et les anciennes vont évoluer pour s'inscrire dans

l'économie circulaire. Cela offre des perspectives : l'acquisition de qualifications améliore le maintien à l'emploi du travailleur sur le long terme dans des professions qui présentent moins de risques de délocalisation. Un modèle circulaire nécessite souvent davantage de main d'œuvre et crée donc plus d'emplois. Mais il y a aussi des risques car ces formations exigent beaucoup de la part des travailleurs et les travailleurs qui n'ont pas l'opportunité d'en suivre sont souvent exclus du marché du travail.

## QUE PENSER DE CETTE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ?

### **C'est positif pour l'environnement, l'économie et l'emploi local...**

D'un point de vue environnemental, c'est effectivement très positif car cela augmente la durabilité de l'économie. La valorisation de la chaîne des déchets donne une plus-value à ce que Bruxelles produit le plus - des déchets - et permet indirectement l'utilisation de matières premières de meilleure qualité qui sont également utilisées plus intelligemment.

Pour les employeurs et les secteurs, afin de former les travailleurs bruxellois à ces divers aspects, il est indispensable d'offrir des formations de qualité. Cela permet de disposer de travailleurs mieux formés dans un modèle économique qui mise sur l'emploi local à long terme.

Une économie circulaire en Belgique créerait plus d'emplois pour les profils peu ou moyennement qualifiés. Une augmentation de l'emploi est attendue dans le secteur de la construction en raison des nouvelles normes de construction et dans des secteurs tels que la distribution, le commerce de détail, l'hôtellerie et la restauration en raison d'une augmentation du pouvoir d'achat moyen.<sup>7</sup>

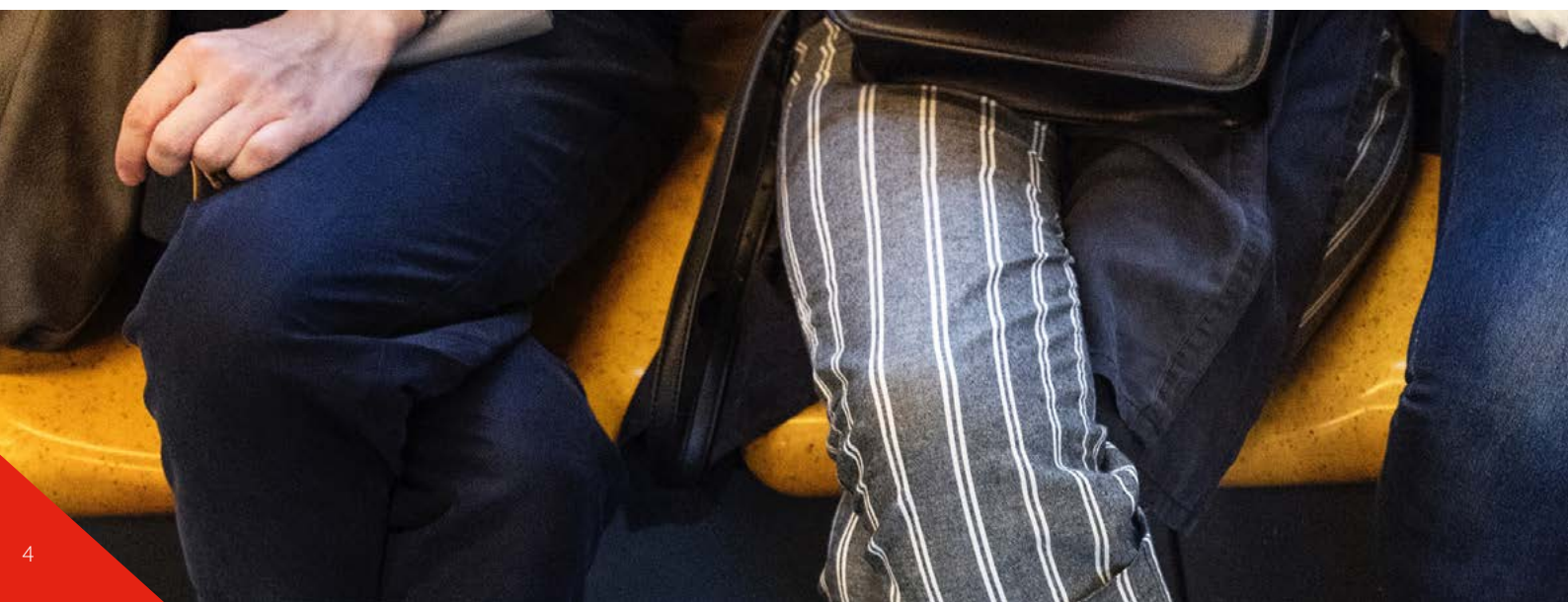
### **mais il y a des risques...**

Un manque de transparence, d'implication collective et d'engagement démocratique dans la transition vers un modèle industriel totalement neuf peut avoir des effets pervers. Employeurs, pouvoirs publics et syndicats doivent pouvoir discuter sur un pied d'égalité de la transformation globale du modèle de production. La concertation sociale est une condition sine qua non à la reconversion des travailleurs dans le cadre d'une économie circulaire. La transparence et l'exercice d'un contrôle démocratique sur les subventions et les incitants fiscaux à la transition doivent permettre de garantir le respect de la législation sociale du travail. Via la concertation sociale, il importe également de s'assurer que ce basculement vers une économie circulaire permettra la mise à l'emploi des travailleurs qui en sont actuellement privés.

L'interdépendance des entreprises locales dans le modèle de production circulaire comporte également des risques. En cas de faillite ou de baisse de la productivité de l'une des entreprises liées, c'est toute la chaîne de production qui peut être mise en péril, avec des pertes d'emplois à la clé.<sup>8</sup>

7. EUROFOUND (2019). "Future of manufacturing Energy scenario: employment implications of the Paris Climate Agreement".

8. EUROPEAN TRADE UNION INSTITUTE (2020-07-17), « L'économie circulaire et les « emplois verts » : un nouvel espace pour le dialogue social ? ».



## Ou peut-être n'est-ce pas si bien après tout...

Le concept d'économie circulaire vise aussi dans le système économique actuel à rendre plus durable une production croissante de biens. Même si les biens de consommation sont produits plus durablement et que les matières premières sont de plus en plus réutilisées et recyclées, la quantité de matières premières nouvellement extraites continuera peut-être à augmenter. Sous couvert d'une économie circulaire durable. Les risques sont les suivants<sup>9</sup> :

- Beaucoup de produits sont trop complexes pour qu'on puisse y récupérer les matières premières. Et lorsque c'est possible, le processus de récupération est souvent tellement énergivore et chronophage qu'il est beaucoup plus cher de récupérer les matières premières que d'en extraire de nouvelles, ce qui n'incite pas les producteurs dans un marché libre à utiliser des matériaux récupérés.

- Le recyclage et le transport des matières premières nécessitent énormément d'énergie et jusqu'à présent, l'énergie utilisée provient principalement de combustibles fossiles. L'énergie renouvelable aussi nécessite beaucoup d'énergie et de matières premières (comme des minerais et des métaux). L'augmentation de la demande énergétique due à une économie circulaire entraînera à court et à moyen terme une demande beaucoup plus importante de combustibles fossiles et de matières premières à extraire.
- L'accumulation croissante de matières premières pèse sur la faisabilité d'un modèle circulaire. Une grande partie des matières premières utilisées ne finissent pas à court ou moyen terme dans le cycle des déchets, mais sont accumulées dans des infrastructures et des biens durables. Ces matières premières accumulées ne peuvent donc pas être récupérées rapidement et devront être remplacées grâce à l'extraction de nouvelles matières premières.

9. DE DECKER Kris (2018-07-23), "Ook circulaire economie pleegt roofbouw op planeet", Lowtech magazine.

## LE VERDICT

Une transition bruxelloise vers une économie circulaire doit être synonyme de création d'emplois peu et moyennement qualifiés, d'une meilleure formation des travailleurs et d'une amélioration de l'environnement bruxellois.

Mais l'économie circulaire s'inscrit, d'autre part, dans le modèle économique actuel, qui est basé sur le libre marché, la concurrence et la croissance. Or, le modèle économique actuel est à l'origine d'une distribution inéquitable des richesses et d'une dualisation du marché de l'emploi entre travailleurs qualifiés et travailleurs non qualifiés. De sorte que l'économie circulaire à Bruxelles pourrait déboucher sur une transition inéquitable, qui se positionnerait en bas à gauche dans la typologie du *Just Transition Research Collaborative*. Dans ce cas, il s'agit d'une simple transition du paradigme économique existant, dans lequel les travailleurs n'auraient rien à gagner.

Ce serait une transition inéquitable, mais il doit en être autrement.

Les syndicats ont l'expérience et l'expertise nécessaires pour assurer une transition équitable par le biais de la concertation sociale. La prise en compte de l'apport des travailleurs est en effet le seul moyen d'intégrer une dimension sociale et inclusive dans la transition vers une économie circulaire. Ainsi, les syndicats doivent pouvoir participer à la réflexion sur l'accès aux formations qualifiantes et sur leur contenu. Un contrôle démocratique des subventions et des incitants fiscaux accordés dans le cadre de la transition doit également être instauré. Et une perte de production ou une faillite dans le modèle fragile de l'économie circulaire doit pouvoir être compensée collectivement.

Ce n'est que si la transition vers une économie circulaire bruxelloise se fait de manière transparente et passe par une concertation sociale intense que cette politique climatique pourra évoluer vers le coin supérieur droit dans la typologie du *Just Transition Research Collaborative* et que nous pourrions la qualifier de transition équitable.



Figure 1. Mapping Approaches to Just Transition

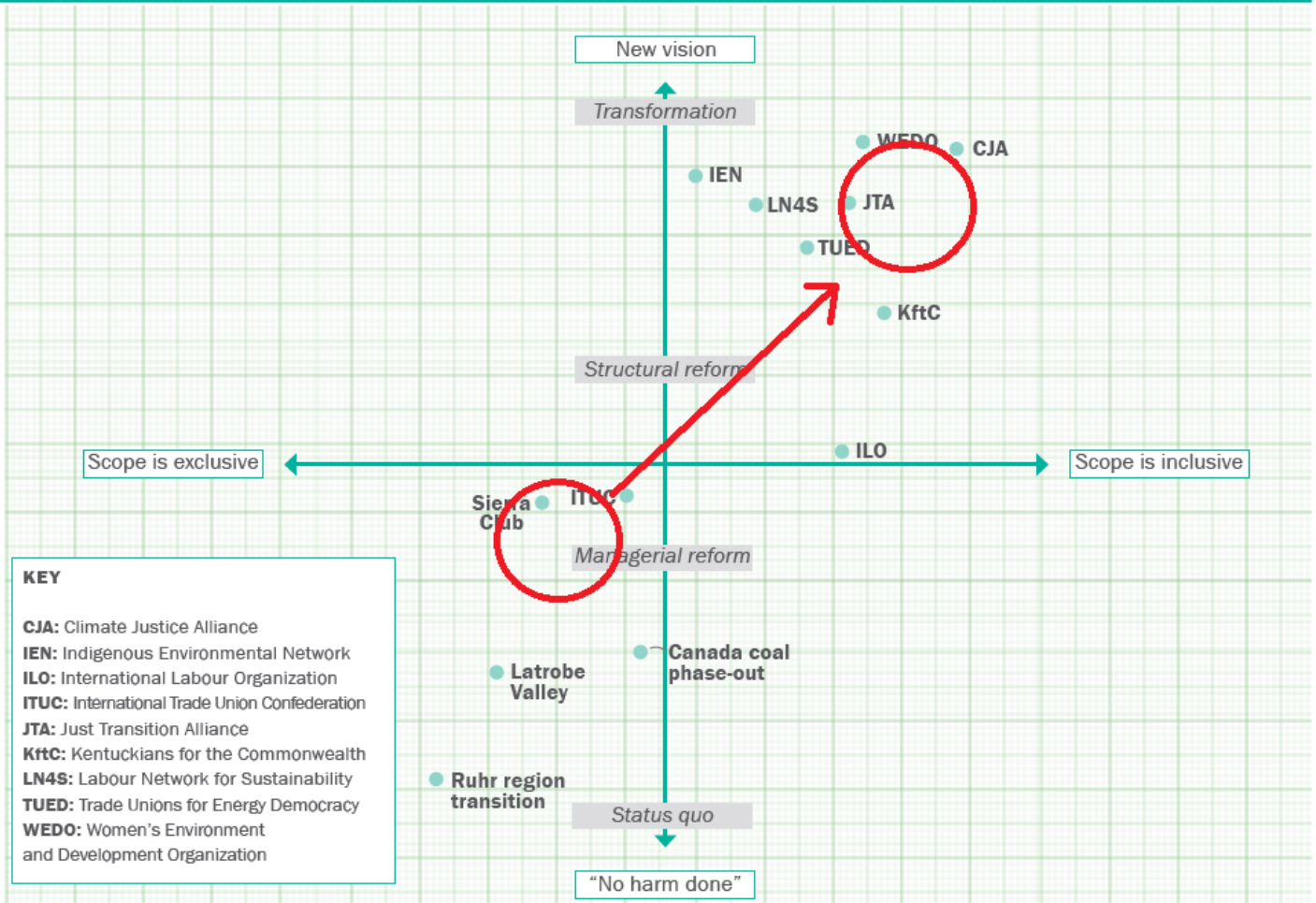


Figure 2 : Mapping Approaches to Just Transition (figure tirée de E. MORENA et al., JUST TRANSITION RESEARCH COLLABORATIVE et adaptée).

